

Philippe et Collomb ont banqueté joyeusement avec les musulmans pour l'iftar

écrit par Christine Tasin | 15 juin 2018



Chez les musulmans et chez Macron rien de nouveau. L'islam religion de paix et d'amour. Les musulmans doivent lutter contre le terrorisme qui n'a rien à voir avec l'islam..

On retiendra la profession de foi de Collomb, il faut former les imams, afin qu'ils sachent le fonctionnement de la société française. Comme si des imams qui pour le plus grand nombre vivent en France depuis des années ne la connaissent pas, la société française..

Naturellement encore, le financement de l'islam est une obsession, histoire de jeter aux orties la loi de 1905.

Et un film musulman pour faire la promo de prétendues bonnes relations entre juifs et musulmans pour continuer à aveugler le bon peuple... On peut parier et gagner que ce film ne parle pas des horreurs commises par Mahomet sur les juifs ni des versets, trop nombreux, sur la nécessaire condamnation à mort des juifs dans le Coran et les haddith-s.

Le Premier ministre Edouard Philippe et le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb ont honoré l'invitation du CFCM pour son iftar annuel organisé sous la présidence d'Ahmet Ogras mardi 12 juin au Pavillon Dauphine (Paris). © Saphirnews.com / Lahcène Abib

« Le CFCM n'est pas mort, il peut innover et se réformer »,

indique à Saphirnews Ahmet Ogras. Il s'est, en conséquent, beaucoup donné pour organiser le dîner annuel de rupture du jeûne du Conseil français du culte musulman (CFCM), son premier en tant que président de l'instance. C'est dans le très chic Pavillon Dauphine, dans le 16e arrondissement de Paris, que s'est déroulé l'iftar, mardi 12 juin, [quelques jours avant la fin du mois du Ramadan et l'Aïd al-Fitr 1439/2018](#). Une soirée placée sous le sceau de « la fraternité » (voir encadré).

Pour honorer cet évènement, c'était au Premier ministre Edouard Philippe – [en lieu et place d'Emmanuel Macron](#) malgré l'importance qu'aurait revêtu sa présence – de prononcer un discours officiel. Tel ne fut pas le cas. « Il est en ce moment retenu avec le président de la République. Mais il m'a promis qu'il serait des nôtres dans la soirée », a alors fait valoir le ministre de l'Intérieur chargé des Cultes Gérard Collomb auprès d'un CFCM désabusé, qui avait mal pris l'annonce d'un passage en coup de vent d'Edouard Philippe.

Ce dernier a su, cependant, « rectifier le tir », des mots du délégué général Abdallah Zekri. « L'incident est clos. » Et pour cause : le Premier ministre s'est certes pointé après 23 heures mais, contre toute attente, a pris le temps de faire un tour des tables puis de prendre la parole, improvisant après minuit « un mot d'exigence collective », « quoi qu'on ait pu dire » sur les raisons de son arrivée très tardive à l'iftar.

« Nous avons de grands défis à relever ensemble. Pas sûr que ce soit la peine de les détailler tellement ils sont évidents. (...) Nous vivons un moment crucial pour notre pays, pour la qualité de notre vie en commun », a-t-il déclaré, avant de conclure par : « Merci pour votre invitation et au travail ! » La lutte contre l'extrémisme et la structuration de l'islam de France au menu

« C'est à vous d'abord qu'il appartient de mener ce combat (contre l'extrémisme), sur le terrain théologique – terrain que vous seuls pouvez investir », a affirmé Gérard Collomb, passé l'heure de rupture du jeûne.

« Nous voulons que les musulmans de France soient pleinement en charge de l'islam dans notre pays. Mais cela ne peut être le cas que si de plus en plus d'imams sont formés sur notre sol, s'ils connaissent le fonctionnement de la société

française, respectent ce qui fonde nos valeurs », a-t-il martelé, insistant sur l'importance – si ce n'est la nécessité – d'inciter les cadres religieux à suivre [les diplômes universitaires \(DU\) aux valeurs civiles et civiques.](#)



En outre, « si nous voulons que l'islam de France soit réellement administré par les musulmans de France, il lui faut un financement autonome, des ressources propres », a-t-il insisté.

« De même, l'organisation et la structuration du culte restent en suspens », a ajouté le ministre, souhaitant que les questions sur la représentativité et « la bonne articulation entre les structures d'administration du culte et les figures porteuses de l'autorité religieuse » puissent être tranchées [d'ici au prochain rendez-vous électoral du CFCM en juin 2019.](#)

« Ces questions, c'est aux musulmans de France de les prendre en charge dans la durée. Mais l'Etat, qui a contribué depuis l'origine à la mise en place du CFCM, ne peut s'en désintéresser. »

« A aucun moment, il ne s'agit là pour le gouvernement d'imposer ses vues, ses solutions. Mais les enjeux sont aujourd'hui trop importants pour que l'Etat s'en désintéresse », appuie-t-il, annonçant la tenue d'instances de dialogue dans chaque département « dans les semaines à venir ». « Il est temps qu'en partant de la base, du terrain, on puisse faire converger des propositions, à partir desquelles le président de la République serait en mesure de prendre des initiatives fortes. Aucune piste de réflexion ne doit être exclue à priori ».

« La réforme de notre institution n'a d'intérêt que si elle permet de gagner en efficacité »

Alors que l'Elysée fait encore régner le flou quant aux tenants et aux aboutissants de son plan sur la restructuration de l'islam de France, le ministre de l'Intérieur s'est chargé donc de rappeler que le gouvernement est pleinement engagé sur ce dossier. Mais il se murmure que c'est plutôt sans qu'avec le CFCM que les avancées se font à ce stade, ce qui n'est pas du goût de ses responsables.



« Malgré ses balbutiements, ses imperfections structurelles, le CFCM a doté la France d'une institution innovante dont les attributions et les missions sont connues de tous », plaide, en retour, Ahmet Ogras.

Mais « s'il faut procéder à des ajustements structurels, s'il faut mener une réforme ou même s'il faut procéder à une refonte totale, nous prendrons les décisions adéquates. Bien entendu, nous les prendrons conformément à la volonté des dirigeants du culte musulman. Car, pour nous, le CFCM n'est pas une fin en soi. »

« Il nous plaît de répéter que la réforme de notre institution n'est pas un but en soi. Elle n'a d'intérêt que si elle permet de gagner en efficacité selon un agenda global conforme au rôle que nous voulons jouer dans l'avenir. Mais, d'ores et déjà, il convient de préciser qu'une réforme du CFCM ne peut s'envisager qu'après une large consultation des musulmans de France », souligne-t-il, annonçant une vaste campagne de consultation « dans les semaines à venir ». « Une consultation transparente et surtout libre. Libre des agendas politiques

nationaux. Libre des desideratas des pays de référence des musulmans de France », indique-t-il.

FRATERNITE. Le coup d'envoi de la soirée a été donné avec la projection d'un film, produit dans le cadre du CFCM, sur l'Histoire des relations entre juifs et musulmans dont la diffusion auprès du grand public va être assurée sur Saphirnews. Cette démarche, inédite pour un iftar officiel, a été bien reçue de l'assistance qui a applaudi le film.

« Je vois là un signal positif qui a été donné de vouloir trouver les mots qui rassemblent. (...) Quand on veut construire un dialogue, on doit reprendre tout ce qui nous a unis », a indiqué Joël Mergui, président du Consistoire central, face à une caméra du CFCM. Sans entrer dans l'analyse historique du film, « je vais saluer une initiative qui veut donner une place à la convivialité, à la fraternité et au vivre-ensemble ».

Même son de cloche pour François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France (FPF) qui a salué « l'esprit pédagogique » de l'initiative. « Ce film m'a paru intéressant car il relisait l'Histoire et faisait, au fond, acte de religion, il relisait l'Histoire dans un esprit de concorde et d'apaisement, insistant sur la continuité des relations plutôt que sur les ruptures et les haines. »

https://www.saphirnews.com/A-l-iftar-du-CFCM-avec-Edouard-Philippe-et-Gerard-Collomb-Le-CFCM-n-est-pas-mort-il-peut-se-reformer_a25297.html